

A Heynogens

L'affaire Lombard-Garfoukel, qui commence aujourd'hui, nous réserve-t-elle encore des surprises ?

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-31
Avertissement : GUT. 59-39

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Les naturalisations

Il reste trop d'oreilles ennemies

Il est incroyable qu'après vingt mois de guerre il faille encore signaler des Boches que des faveurs incompréhensibles maintiennent en France ou dispensent de séquestre. L'abus des permis de séjour est un scandale persistant. Pour apaiser les récriminations, le ministre de l'intérieur a promis les listes de ces personnes par département. Celles qu'il a fournies ne portent pas la moitié des noms des bénéficiaires. Pourquoi ces dissimulations, si tout est régulier ?

Mais le scandale est plus criant encore des naturalisés maintenus dans leurs « droits de citoyens français ».

Il a fallu huit mois depuis l'ouverture des hostilités pour qu'une loi autorisât le gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation jusqu'alors laissés intacts. Ces décrets n'étaient pas tous, comme on le pourrait croire, antérieurs à la déclaration de guerre. Jusqu'à la fin du mois d'août 1914 on a accordé à des Boches la nationalité française.

La loi du 7 avril 1915, pour compenser son retard, était-elle du moins une arme suffisante ?

Comme trop de lois, hélas ! elle fut faite à rebours de ce qu'il convenait. Ses rédacteurs et ceux qui la votèrent semblent avoir ignoré — une fois de plus — la question qui leur était soumise.

« Seront révisées, dit l'article 2, toutes les naturalisations accordées postérieurement au 1^{er} janvier 1913 à des sujets ou anciens sujets de puissances en guerre avec la France. »

Pourquoi cette limite dans le temps ? Quel critérium a permis à nos législateurs de penser que le Boche devenu français en 1912 ou auparavant était sincère, bon citoyen et intangible ? Pourquoi un naturalisé manifestement suspect devenait-il sacré du fait que sa naturalisation était antérieure à la guerre de plus de dix-neuf mois ? C'est à la faveur de cette restriction arbitraire et incompréhensible que bien des naturalisés ont été maintenus qui auraient dû être brisés comme verre. Les plus anciennes ne sont pas les plus rassurantes.

En effet, quelles garanties offre la naturalisation telle qu'on la pratiquait avant la guerre et depuis la loi, si bienveillante aux métèques, du 26 juin 1889 ? L'étranger faisait une demande au ministre de la justice — sur papier timbré, bien entendu — en y joignant, outre 175 fr. 25 de droits de sceau, une infinité de documents, pièces, extraits et certificats attestant la durée de son séjour en France, la virginité de son casier judiciaire, la légitimité de son union, etc., mais dont pas un ne pouvait élucider l'unique point intéressant : l'impétrant était-il pour la France une utile acquisition ou un espion de plus ?

Pour répondre à cette question capitale, on faisait faire une enquête « en la forme administrative » par les sous-préfets — à Paris, par le préfet de police. On sait ce que sont ces enquêtes : un inspecteur de la Sûreté va interroger la concierge de l'enquêté — son épicière, dans les villes où la concierge est inconnu. Gravement, il consigne les réponses de ces honorables citoyens et en extrait les conclusions de son rapport sous cette forme immuable : les renseignements recueillis sont favorables, ou bien sont défavorables. Par la filière administrative, ces conclusions, désormais cristallisées et que nul oserait vérifier ni modifier, vont jusqu'au président de la République qui, sur leur foi et sans autre contrôle, accorde ou refuse la naturalisation après un rapport du garde des sceaux inspiré par celui du préfet, lequel est le reflet de celui de l'agent, qui a lui-même fidèlement transmis l'opinion du concierge ou de l'épicière.

On pouvait donc sans crainte d'injustice annuler hardiment toutes ces naturalisations dénuées de garanties et recommencer avec soin l'instruction de toutes nouvelles demandes.

Qu'on n'objecte pas que le travail eût été formidable. Bien des « indésirables » eux et se seraient dispensés de faire leur demande, préférant aller vilipendier en Suisse ou en Espagne. Ceux qui auraient persisté dans leur désir d'être français présentaient déjà de ce fait une probable sincérité et une vraisemblable probité.

Mais on a révisé au petit bonheur une minime partie des naturalisations en vigueur — les plus récentes. Sur quels documents ? Il n'existe pas de dossiers des naturalisés. Dès que le décret est rendu, on leur restitue toutes leurs pièces. On conserve la seule réponse du concierge. Pour opérer la révision, on a de nouveau consulté le concierge. Quand il a répondu : « Un tel ? c'est un sale Boche », on a rapporté le décret ; mais s'il a dit : « Monsieur K... ? un bien brave homme et une bonne paie », on a maintenu la naturalisation. Et comme les espions sont gens habiles et savent à merveille que, dans leur vilaine profession, il faut à tout prix être bien avec son concierge, tous les Boches qu'on eût dû chasser avec mépris sont précisément les seuls qu'on ait religieusement conservés. Les autres, les révisés, sont parfois de braves gens, un peu parcimonieux au moment des étrennes.

Mais ces révisés eux-mêmes n'ont pas été traités avec une excessive sévérité. On rapportait bien leur décret de naturalisation, mais on avait soin de ne pas leur retirer l'ampliation qu'ils en avaient en poche ; on n'a même pas, sur cet acte, inscrit la moindre mention révélant sa caducité. En sorte que ces révisés peuvent, partout où ils se trouvent, se réclamer de leur qualité de Français — s'ils y ont intérêt. Ils en portent sur eux une preuve irréfutable, authentiquée par sceaux, cachets et signatures. Nous sommes incorrigibles. Rien n'y a fait, n'y fait et n'y fera. Avant, pendant, après la guerre, nous avons été et nous serons environnés, empoisonnés, espionnés par les Boches ou leurs amis. Quelle puissance ou quels intérêts occultes les protègent ?

François Lebon

Sur le front de Verdun, nos troupes ont enlevé le réduit d'Avocourt et la corne sud-est du bois. Des contre-attaques boches ont échoué.

MM. Salandra et Sonnino ont quitté Paris, hier soir, pour rentrer à Rome. M. Asquith, lord Kitchener et le gouverneur général de la Banque d'Angleterre, lord Cunliffe, les rejoindront vendredi.

Le « Radical » a été saisi, hier, et suspendu pour huit jours. Le motif : Censure et mystère.

La colonie française au Mexique a envoyé 35.000 francs pour l'aviation française.

L'aviation anglaise est discrète. Elle avait, sans en rien dire, chassé, le 19 mars, quelques zeppelins qui tentaient un raid sur la Grande-Bretagne.

Le torpillage du « Sussex » achève d'exaspérer la presse américaine. Mais que pense M. Wilson ?

Des avions germano-bulgares ont bombardé Salonique ; quatre ont été abattus. Les dégâts sont insignifiants, mais il y a 16 morts et 20 blessés.

Des canots ! Des avirons !

Cinq canots de sauvetage pour plus de quatre cents passagers et l'équipage en plus, tels étaient les éléments de sécurité pour le « Sussex », en pleine guerre sous-marine, en pleine zone dangereuse.

Je ne vois pas que la presse ait beaucoup insisté sur la pauvreté de ces moyens de sauvetage.

Elle avait signalé beaucoup plus ardemment le petit nombre d'embarcations du « Titanic » qui sombra en pleine paix, bêtement, heurté par un iceberg.

Le « Titanic » était beaucoup plus excusable. Sur ce palace flottant, muni de salles de bal, de piscines, d'un hammam, d'un footing-ball, de salles à manger fleuries pour un gala perpétuel, de salons à orchestre pour un tango quotidien, la présence d'un trop grand nombre de canots de sauvetage n'eût pu que glacer la joie des passagers milliardaires. Ces barques leur eussent rappelés qu'on était en moindre sécurité dans cet Alhambra qui flottait en musique qu'une fourmi sur un brin d'herbe emporté par la rivière.

Il y avait un intérêt commercial à ne pas insister sur un danger séculaire que les passagers ne tenaient d'ailleurs pas à présenter eux-mêmes. Jamais un aussi gros bateau, réunissant autant de confort moderne, n'avait encore sombré ! Et on parlait moins de Tirpitz que de Caruso, à cette époque reculée !

Mais le « Sussex » ! Une coque de noix en comparaison du « Titanic » ! Un trajet court, soit, mais à trois ou quatre heures des bases des sous-marins boches ! Et effectué au moment où toute la Pangermanie hurlait à la recrudescence de l'activité sous-marine ! Cinq canots pour plus de quatre cents hommes !

Et sur les cinq canots, l'un quittait ses palans, culbuta dans la mer parce que ses

amarres étaient pourries ; un deuxième était perçé et procura aux rescapés un bain de pieds glacial de plusieurs heures ; le troisième se retourna, mais c'est peut-être parce qu'il était trop chargé...

Vous me direz, il est vrai, que nous sommes à une époque où l'on a le mépris de la mort. Mais le mépris de la mort n'a jamais impliqué le goût du suicide. Il n'y a pas de déshonneur à vouloir sauver sa vie et à réclamer, en ce moment, sur nos paquebots, des canots non percés et des avirons robustes.

L'Ouvrier

La censure nous a priés de ne pas publier l'article de Maurice de Waleffe.

Les jours se suivent...

Parlons net

Encore une idée de l'Œuvre qui fait son chemin. Après avoir quelque peu froissé les sourcils, Anastasie a fini par reconnaître que discuter les conditions économiques de la paix future — qu'elle soit prochaine ou lointaine — n'est pas mener campagne en faveur d'une paix prématurée. La conférence des Alliés vient de le proclamer en termes assez éclatants pour qu'il nous soit permis d'abonder dans son sens.

Aussi bien, il ne s'agit point de résoudre dès aujourd'hui les nombreux problèmes internationaux que posera la victoire ; il s'agit seulement d'en préciser les données, pour ne pas être pris au dépourvu. Nous avons dû improviser la guerre, nous ne devons pas improviser la paix.

Comment se réalisera cette solidarité économique, qu'une nouvelle conférence va bientôt définir ? Comment s'accorderont les intérêts des peuples alliés ? Quels sont ces intérêts, et où sont, en particulier, les nôtres ?

A l'exemple de nos amis anglais, n'hésitons pas à le dire en toute franchise. Les Alliés gagneront d'autant mieux la dernière partie qu'ils la joueront cartes sur table. Et ils déjoueront ainsi certaines intrigues, qu'ils n'auraient plus la moindre chance de succès, si l'on en découvrait les fils.

Je n'entends pas ici faire allusion aux menées sournoises de certains maîtres de forges mal inspirés, qui, dans les commissions parlementaires, ne seraient pas loin de représenter le retour de l'Alsace-Lorraine à la France comme préjudiciable à notre industrie nationale. Bien qu'on nous l'assure, nous avons peine à croire qu'une pareille aberration ait quelque chose de commun avec la thèse officielle du Comité des Forges. S'il en était ainsi, nous ferions à la métallurgie française l'honneur de croire que ledit comité des forges a cessé de représenter ses intérêts. Dans tous les cas, serait-il besoin d'insister pour établir que, de toutes façons, il les défend mal ?

Gustave Téry

Les Délégués se séparent

Les délégués des gouvernements alliés qui ont pris part à la Conférence se sont séparés aussitôt leurs travaux terminés. M. Asquith a quitté Paris hier matin pour se rendre sur le front. Il y est rentré le soir et repartira aujourd'hui à onze heures du matin par train spécial pour se rendre à Rome, accompagné de lord Cunliffe, gouverneur général de la Banque d'Angleterre, et de lord Kitchener. Ce dernier est allé hier déjeuner au grand quartier général.

Sir Edward Grey, M. Lloyd George et le général Robertson ont quitté Paris hier après-midi se rendant à Londres. Nous annonçons ailleurs le départ des ministres italiens. Quant au général Cadorna, il a quitté Paris hier de grand matin, mais son retour est annoncé pour aujourd'hui dans la soirée.

M. Albert Thomas avait tenu à ce que M. Lloyd George et le général Dall'Olio ne parlissent pas sans visiter quelques-unes de nos usines de guerre. Il leur a fait hier les honneurs d'une importante usine de Billancourt où l'on fabrique à la fois des munitions, des tracteurs automobiles et des moteurs d'aviation. Il les a également conduits à l'arsenal de Puteaux et dans une usine du quartier de Javel où l'on fabrique des obus suivant les procédés les plus modernes.

Les combats autour de Verdun

Les Communiqués

15 heures

En ARGONNE, nos batteries ont bombardé les organisations allemandes au nord de la HAUTE-CHEVAUCHÉE et les li-sières sud du bois de CHEPPY.

Un combat à la grenade livré en liaison avec les attaques du secteur voisin nous a permis de progresser notablement dans les boyaux ennemis au nord d'AVOCOURT et de faire quelques prisonniers.

A l'ouest de la MEUSE, l'ennemi n'a fait, au cours de la nuit, aucune tentative nouvelle sur nos positions HAUCOURT-MALANCOURT.

Le bombardement a pris un certain caractère d'intensité sur notre front BÉTHINCOURT-LE-MORT-HOMME-CUMIÈRES.

Ce matin, après une intense préparation d'artillerie, nos troupes ont mené une vive attaque sur le bois d'AVOCOURT.

Nous avons enlevé la corne sud-est de ce bois sur une profondeur de plus de 300 mètres, ainsi qu'un ouvrage important dit « réduit d'AVOCOURT », que les Allemands avaient fortement aménagé.

Une contre-attaque très violente, déclanchée par l'ennemi avec une brigade arrivée depuis peu de jours, a été complètement repoussée.

L'ennemi a subi de fortes pertes et a laissé une cinquantaine de prisonniers entre nos mains.

A l'est de la MEUSE, grande activité des deux artilleries dans la région VAUX-

DOUAUMONT et en WOËVRE dans le secteur de MOULINVILLE.
Sur le reste du front, nuit calme.

23 heures

Entre OISE et AISNE, notre artillerie a dispersé des convois importants au nord-est de MOULIN-SOUS-TOUVENT.

En ARGONNE, nous avons fait sauter une mine au nord du FOUR-DE-PARIS. L'explosion a détruit un poste de grenadiers et un abri et bouleversé un ouvrage ennemi. Notre artillerie lourde a dirigé de nombreux tirs sur le bois de MALANCOURT-VOUCOURT pendant les contre-attaques exécutées par les Allemands sur le secteur voisin.

A l'ouest de la MEUSE, le bombardement a continué avec violence au cours de la journée depuis AVOCOURT jusqu'à BÉTHINCOURT. Trois contre-attaques successives effectuées par l'ennemi sur les positions enlevées par nous ce matin dans le bois d'AVOCOURT ont été complètement repoussées. Au cours d'une attaque à gros effectifs dirigée sur le village de MALANCOURT, les Allemands ont pu prendre pied dans un ouvrage avancé situé au nord de MALANCOURT et s'emparer de deux maisons du village ; toutes leurs tentatives pour pousser plus loin ont été enrayées par nos feux. Quelques rafales d'artillerie, à l'est de la MEUSE et en WOËVRE jusqu'aux EPARGES.

Dans les VOSGES, nous avons bombardé les organisations allemandes de STOSSWIHR et de MUNSTER.

L'ÉCHEC ALLEMAND DEVANT HAUCOURT



Le 28 mars, les Allemands ont bombardé très violemment nos positions entre BÉTHINCOURT et AVOCOURT, c'est-à-dire sur une largeur de huit kilomètres.

Suivant leur coutume, pour nous laisser dans l'incertitude au sujet du point d'attaque choisi, ils ont effectué ce bombardement sur un front beaucoup plus étendu que celui sur lequel ils ont ensuite lancé leur infanterie.

Celle-ci, forte, dit-on, de six à sept régiments, a concentré ses efforts contre MALANCOURT et HAUCOURT, qui sont à un kilomètre, au plus, l'un de l'autre.

Le bombardement dura toute la matinée et une partie de l'après-midi ; en même temps, pour rester dans la note classique, l'artillerie de la rive droite de la MEUSE faisait, sur VAUX et DOUAUMONT, une démonstration à coups de gros obus.

À 15 heures, l'attaque d'infanterie fut déclanchée. Sur ce front étroit, où on ne peut pas déployer plus d'un régiment, six vagues d'assaut déferlèrent jusqu'à la nuit. Cela représente près de deux divisions. Toutes vinrent se briser contre l'inébranlable rempart opposé par nos soldats.

Dans de telles conditions, il est impossible que les feux de mousqueterie, de mitrailleuses et les barrages de 75 n'aient pas produit des ravages considérables. Nous n'avons pas besoin d'avoir compté les pertes pour en être absolument certain, quelques dénégations que nos adversaires puissent opposer dans la suite.

Ce nouvel échec paraît enore beaucoup plus sérieux que les précédents ; la meilleure preuve en est dans l'offensive que nous avons prise, à notre tour, le lendemain 29. C'est la première fois que le fait se produit d'une façon aussi nette depuis que la bataille de Verdun est engagée. Nous avons enlevé la corne sud-est du bois d'AVOCOURT et l'avons gardée, malgré une contre-attaque menée par une brigade entière.

Toute amélioration de la situation dans cette région sera accueillie avec joie. Car il ne faut pas se le dissimuler,

— et le croquis ci-dessus le montre d'une façon évidente, — le saillant de notre ligne à BÉTHINCOURT est dangereux. Il convient toutefois de ne pas le considérer avec les yeux d'un tacticien d'autrefois.

Si les troupes et les batteries étaient établies, comme jadis, à découvert sur les crêtes, elles seraient vite détruites, étant prises d'enfilade par la ligne d'artillerie ennemie qui s'étend entre Septsarges et Gercourt, à l'abri des pentes septentrionales du plateau Montfaucon-Forges. Mais, aujourd'hui, tous les emplacements occupés sont à contre-pente et enterrés, de telle sorte que des positions, absolument paradoxales au premier abord, sont susceptibles de tenir longtemps, sous les feux les plus violents de front et de flanc.

Les propriétés tactiques des saillants et des recoins ne sont plus, maintenant, aussi caractérisées.

La résistance du coin BÉTHINCOURT-LE-MORT-HOMME en est l'exemple le plus frappant.

Général Verraux

LE PROCÈS Laborde, Lombard, Garfoukel et C^{ie}

C'est aujourd'hui, à midi, que s'ouvre, dans la grande salle des assises, le procès dit des réformes frauduleuses. En raison du nombre des inculpés, quarante-sept, le troisième conseil de guerre, qui doit juger les faits qui leur sont reprochés, a transporté ses audiences dans cette salle plus spacieuse que son local ordinaire.

L'Œuvre a, dans différentes circonstances, eu l'occasion de présenter à ses lecteurs les nombreux inculpés ; bornons-nous donc à résumer les faits.

Les prévenus, en raison des charges relevées contre eux, forment trois groupes : les corrupteurs, les intermédiaires et les bénéficiaires.

Au mois d'août 1915, lors des premières permissions accordées aux soldats du front, un certain nombre de ceux-ci apprirent qu'il était possible de se faire admettre indéfiniment dans quelques-uns des hôpitaux de Paris, grâce à une « combinaison ». Ils s'adressèrent au docteur Lombard, 41, rue de Cluny. En septembre, l'adjudant Ménard, du 82^e territorial d'infanterie, au cours d'une permission de six jours, fut mis au courant des agissements de l'agence Lombard.

Indigné, l'adjudant Ménard qui venait de passer plus d'une année sur le front, avisa la Sûreté générale. L'autorité militaire, informée, chargea Ménard de

s'aboucher avec le docteur Lombard. Le 16 septembre, il eut une première entrevue avec celui-ci qui accueillit sans défiance la demande d'hospitalisation. Il remit à l'adjudant une carte de visite pour le docteur de Saint-Maurice, lequel était chargé de la délivrance du certificat médical. L'adjudant se rendit donc 25, rue du Vieux-Colombier, chez ce docteur qui, au vu de la carte de visite, rédigea un certificat médical attestant que l'adjudant Ménard était atteint d'une affection intestinale chronique ; il ajoutait, sans même avoir examiné le visiteur : « M. Ménard doit être hospitalisé. » Côté : vingt francs. L'adjudant se présenta alors au soldat-secrétaire de Lombard, René Dubosq, qui lui dit : « Ça va bien ; venez demain matin à huit heures, je vous conduirai aux Invalides. »

Exact au rendez-vous, l'adjudant se rencontra avec deux autres militaires, et tous se rendirent en taxi aux Invalides. Après une absence d'un quart d'heure, Dubosq revint et déclara : « C'est le médecin-chef qui passe aujourd'hui la visite, il n'y a rien à faire ce matin ; nous reviendrons à deux heures, ce sera un ami... » Il en fut ainsi et, sans visite, le certificat d'hospitalisation fut délivré par le secrétaire d'état-major Pierron. Et comme l'adjudant Ménard demandait ce qu'il devait, Dubosq lui répondit : « Donne cent francs, et tu remettras cent francs à Lombard pour ses hôpitaux. »

Le 21 septembre, l'adjudant était hospitalisé à Neuilly, à l'hôpital Villemin, dont Lombard était le médecin-chef. Son admission était faite par le docteur de Saint-Maurice.

Telle était la manière de procéder de l'agence Lombard et consorts.

Des inspecteurs de la Sûreté générale, qui avaient suivi tout le manège, avaient pu s'assurer du fonctionnement et de l'organisation de cette agence de réforme et d'hospitalisation ; le 6 octobre, le commissaire Dhubert procédait, sur l'ordre du gouverneur militaire de Paris, à l'arrestation des docteurs Lombard, de Saint-Maurice, Laborde, des secrétaires d'état-major Dubosq et Pierron et de leurs complices, sous l'inculpation de faux, usage de faux, corruption et complicité.

Ajoutons que le docteur Laborde, convaincu de simulation par le docteur Socquet, médecin légiste, qui l'avait examiné mardi au Val-de-Grâce, a fait savoir à son avocat qu'il était en état de se présenter à l'audience.

La composition du troisième conseil a dû être modifiée en raison de la qualité d'officier du docteur Laborde, aide-major de première classe de réserve. Il vient d'être définitivement constitué de la façon suivante : le lieutenant-colonel Favart, président ; le chef d'escadron Darbon, les capitaines Delorme, Costantini et Chaumel ; les lieutenants Lempereur de Saint-Pierre et Marcy, membres.

Juges suppléants : le lieutenant-colonel Dumouly, les capitaines Chnebelin et Pradet, le lieutenant Hébert.

Il y aura 58 témoins à charge et 62 à décharge ; mais on estime qu'avec ceux qui seront cités avant l'ouverture des débats, leur nombre total s'élèvera à 200.

Le soldat Dubosq, ancien conseiller municipal de Vitry, verra déposer en sa faveur MM. Coutant, député, Jean Martin, conseiller général, et Gravier, maire de Vitry.

Départ des Ministres italiens

MM. Salandra, Sonnino et le général Dall'Olio ont quitté Paris hier soir, à 5 heures, pour se rendre à Rome. Ils ont été l'objet des acclamations de la foule qui les attendait à la gare de Lyon où un train spécial avait été préparé.

Parmi les nombreuses personnalités qui se trouvaient réunies dans le salon de réception, on remarquait MM. Briand, Malvy, Ramalho Lacaze, Léon Bourgeois, Poincaré, Doumergue, Sembat, Denys Cochin, Mélin, Albert Thomas, William Martin, Tittoni, ambassadeur d'Italie ; marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie à Londres, qui se rend également à Rome ; Mithouard, président du conseil municipal ; Delanney, préfet de la Seine ; Laurent, préfet de police ; Derrière, président du conseil d'administration de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.

Au moment de prendre place dans leur wagon-salon, MM. Salandra, Sonnino et le général Dall'Olio, ont serré avec effusion, les mains de M. Briand et des autres ministres français.

Le train s'est mis en marche aux cris répétés de : « Vive l'Italie ! Vive Salandra ! Vive Sonnino ! »

Avant son départ, M. Salandra a fait remettre à M. Mithouard, président du Conseil municipal, par le prince Ruspoli de Poggio Suasa, ministre plénipotentiaire, la somme de 5.000 francs pour les pauvres de Paris.

Au Parlement

Les visites des auxiliaires

La commission de l'armée a entendu le ministre de la guerre sur diverses questions, notamment sur la circulaire du 25 février concernant les auxiliaires. Le ministre de la guerre s'est mis d'accord avec la commission pour préciser, dans des instructions complémentaires, les conditions d'application de l'article 8 de la loi du 17 août 1915 (visite des auxiliaires), la loi du 25 février 1916 ayant donné lieu à des erreurs d'interprétation.

Questions extérieures

La commission des affaires extérieures, après avoir entendu un exposé de M. Jacques Chaumié sur la situation en Espagne, a adopté un ordre du jour concernant la coopération navale des Alliés et une seconde motion relative aux communications télégraphiques sous-marines.

Hors d'Œuvre

A la manière de Josué

Ainsi la guerre va vous permettre d'assister à un phénomène sans précédent dans l'histoire des siècles :

« La journée du 10 avril n'aura que 23 heures au lieu de 24. La journée du 11 avril commencera le 10 avril à 11 heures du soir. »

Je me trompe en disant que ce phénomène est sans précédent. On a déjà eu quelque chose comme ça du temps de Josué qui, en arrêtant le soleil, a fait durer une journée 26 heures.

Mais cette fois, ce sont des députés qui vont réaliser ce miracle, sans trompettes et par la seule force législative.

Ces messieurs agissent dans les meilleures intentions du monde. Ils veulent faire des économies de houille et de pétrole. Ils ont remarqué qu'on allumait les lampes lorsqu'il commençait à faire nuit et ils ont fait le raisonnement suivant, logique dans la forme, mathématique en apparence :

« Soit une famille qui a l'habitude de se coucher à 10 heures du soir et dont la lampe, en cette saison, brûle pendant deux heures. Si, par une fiction légale, nous faisons croire à cette famille qu'il est 10 heures alors qu'il n'est que 9 heures, elle se couchera une heure plus tôt et économisera une heure d'éclairage. » C. Q. F. D.

Rien du tout. La fiction légale n'aura aucun effet dans les campagnes où le paysan se lève avec le jour et se couche avec la nuit.

Et les habitants des villes auront vite fait de remettre l'heure au point et la fiction d'accord avec la réalité, pour ne pas changer leurs habitudes.

Ils diront :

— Il est 10 heures... Ça ne fait que 9 heures. On a le temps.

De même qu'ils disaient, à l'époque où vous vouliez les obliger à numéroter leurs heures de 0 à 24 :

— Il est 15 heures... Bon, ça fait 3 heures.

Toutes les fictions légales n'empêcheront pas les travailleurs de se lever tôt, les noctambules de se coucher tard, et la terre de faire tranquillement son petit tour en 24 heures.

ZETTE

Un précieux encouragement

Nous avons reçu, du front, la lettre suivante qui nous a très vivement émus :

Le but que nous nous sommes fixé, mes camarades et moi, en nous réunissant à sept pour prendre sept abonnements à l'Œuvre, est avant tout de vous prouver notre admiration pour la campagne de franchise et de justice que vous n'avez cessé de poursuivre avec une si belle énergie.

Vous êtes dans le vrai. Sachez qu'à l'armée nous communications tous d'idées avec vous et qu'un jour, si l'occasion s'en présente, nous serons heureux de combattre à vos côtés pour une autre cause aussi juste que la première, la liberté de pensée et d'action, après que nous aurons définitivement acquis la liberté d'être et de rester français. »

Voilà pour nous le meilleur des encouragements.

Prophéties

Le *Brasil Album*, édition française de la *Revista da Epoca* (Rio-de-Janeiro) est imprimé à Paris, à la Société Générale d'Impressions, 21, rue Ganneron.

Or, dans le numéro de mars, à la 3^e page de la couverture, parmi les compagnies de navigation françaises, anglaises, italiennes et hollandaises, nous trouvons trois compagnies boches :

La « Hamburg Südamerikanische Dampfschiffahrts Gesellschaft und Hamburg-Amerika Linie » annonce des départs pour l'Europe les 16 août, 24 et 31 août, 7, 22, 28 septembre.

La « Compagnie Austro-Americana » les 11, 27, 30 août.

Le « Norddeutscher Lloyd » (Bremen) pour des dates variant entre le 9 août et le 13 décembre.

Il faut donc en conclure que la guerre sera finie pour l'été prochain (premier départ 9 août) à moins que la couverture de cette publication ne soit restée la même depuis 1914.

En tout cas, il est curieux de voir dans un journal mis en vente à Paris le 600^e jour de la guerre une publicité pour trois sociétés boches.

Tout commerce est défendu avec l'ennemi... Mais la publicité est permise... (C. Q. F. D.)

Une seule justice

Une lectrice nous écrit :

Je suis une des laitières de Connerré (Sarthe) qui viennent d'être condamnées pour avoir, après entente, vendu leur lait 0 fr. 25 au lieu de 0 fr. 20.

En tant que laitière, j'en suis désolée. En tant que femme, je me permets de donner un conseil à une corporation féminine, celle des blanchisseuses de Paris.

Il n'y a pas deux justices en France : une dans la Sarthe et une dans la Seine. Il est certain que les juges de Paris diront aux blanchisseuses ce que les juges du Mans ont dit aux laitières :

« Vous avez le droit de vendre votre marchandise au prix qu'il vous plaît, mais vous n'avez pas le droit de vous entendre pour augmenter vos prix. »

C'est pourquoi, blanchisseuses parisiennes, pendant qu'il en est temps en-

core, vous méditez sur le triste exemple des laitières de la Sarthe.

Le trafic des bons de charbon

L'Echo des charbons nous donne d'intéressants détails sur les agissements d'une classe de commerçants qu'il appelle, fort justement, « les mercantis du charbon municipal ».

Une grande quantité de réfugiés et beaucoup de femmes de mobilisés logent à l'hôtel ou en maison meublée. Ils sont généralement chauffés par leurs logeurs et n'ont pas besoin de charbon.

D'autre part, bon nombre de réfugiés travaillent au dehors et mangent au restaurant. Eux non plus n'ont pas besoin de charbon. Ils n'en ont pas demandé, d'ailleurs. Ça ne fait rien. L'administration tutélaire et bienfaisante leur délivre quand même des bons de charbon qui sont ensuite vendus au charbonnier du coin. Celui-ci fait une bonne affaire. Les réfugiés aussi... Il n'y a que le contribuable qui n'ait pas son compte ; mais le contribuable n'est pas intéressé.

Qui donc prétendait que le charbon est cher, cette année ?... Il es pour rien.

Modeste requête

D'un poilu cet amusant placet à une de nos collaboratrices :

Madame, Tout a été fait, et l'on vient trop tard depuis plus de dix-huit mois qu'il y a des pollus et qui se battent... Mais venons-nous vraiment trop tard ? Et, dans la grande famille de l'Œuvre, ne resterait-il pas une âme inoccupée ou moins occupée occupée pour penser aux jours, aux nuits et aux ennuis de nos moins notoires contemporains ?

Je veux parler des sectionnaires du C. V. A. D./58, exilés dans un paysage plus nu que la Vérité, et qui passeront à si bonnes heures, au repos, s'ils avaient pour se distraire... un accordéon et un cor de chasse.

Quarante camarades, avec moi, attendent anxieusement votre réponse, etc...

Voilà des poilus à qui il ne faut pas grand chose pour s'amuser. Si un de nos lecteurs se trouve détenteur d'un cor de chasse ou d'un accordéon, il peut faire le bonheur de quarante soldats (et aussi peut-être celui de ses propres voisins) en expédiant ces instruments de musique à la 8^e section de C. O. A., C. V. A. D./58, secteur postal 57.

Arithmétique

On lit dans l'Information :

Le commerce extérieur de la Russie en 1915. — Les exportations de la Russie d'Europe pour toute l'année 1915 se sont élevées à 302.704.000 roubles contre 866 millions 104.000 en 1914. Ces exportations se sont partagées, par moitiés à peu près égales, entre la frontière terrestre finnoise et la mer.

Le révé de tous les mathématiciens a toujours été d'obtenir des moitiés sensiblement égales. Mais en temps de guerre, il ne faut pas être trop difficile.

Un de moins

L'Œuvre fut la première, dans la presse, à révéler le cas d'un Allemand naturalisé, nommé Kratz, plus connu sous le nom de Kratz-Boussac, qui, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique, était, par surcroît, maire de la commune de Douville, canton de Fleury-sur-Andelle, dans l'Eure.

Le public s'était ému d'apprendre que la France n'était pas assez riche en talents et en dévouements pour s'offrir des maires français et qu'elle devait recourir à la bonne volonté, pour le moins suspecte, d'un Boche si fraîchement Français, que ses frères servent encore dans l'armée de Guillaume.

M. Malvy, non sans une longue résistance, se décida, le 24 décembre, à suspendre Kratz-Boussac jusqu'au 24 janvier, puis, à cette date, jusqu'au 24 mars. La comédie pouvait durer longtemps. Par bonheur, le maire de Douville a daigné prendre en pitié l'embarras de notre ministre de l'Intérieur : il vient de donner sa démission.

Félicitons-nous d'avoir aidé le département de l'Eure à se débarrasser de cet indésirable.

La Commission sanitaire des Alliés

Un déjeuner a été offert hier aux membres de la commission sanitaire des pays alliés.

Au nom de ses collègues, le sénateur italien docteur Santoliquido a remercié le sous-secrétaire d'Etat du service de santé militaire de l'accueil qu'il a fait à la commission.

M. Justin Godart lui a répondu et, au nom du gouvernement, a félicité la commission de ses travaux.

La Mi-Carême

De même que pour le mardi gras, il ne sera apporté pour la mi-carême aucune modification au service dans les grandes administrations publiques.

En conséquence, les bureaux des ministères, de la préfecture de la Seine et des mairies de Paris seront ouverts aujourd'hui aux heures habituelles, et dans les conditions ordinaires.

Lettre de Suisse

L'état d'esprit en Suisse romande

[DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER]

Nous sommes depuis quelque temps inquiets en Suisse romande, et nous savons pourquoi.

La paix officielle, conclue à la fin de la session parlementaire extraordinaire aux Chambres fédérales, n'atteint pas le peuple proprement dit ; on dit que le pacte n'engage pas même les parlementaires. D'ailleurs, la scission subsiste, malgré le pacte de Berne : *Pax et non erat pax*. Le traité de paix signifie tout simplement que le Conseil fédéral, autrément dit le conseil des ministres, a réussi pour le moment à faire accepter par les représentants du peuple et des cantons un ordre du jour de confiance, que le peuple lui-même, qui voit moins loin, mais qui sent plus juste, n'accepte pas.

Pour comprendre l'état d'esprit de la Suisse romande, nous devons mettre en parallèle deux jugements des tribunaux militaires, qui ont été prononcés à quelques semaines de distance. D'abord, le jugement du tribunal militaire de Zurich, acquittant les colonels accusés de trahison. Ensuite le jugement du tribunal militaire de Delémont, condamnant M. Froidevaux, journaliste, pour crime de trahison, à treize mois de prison et cinq ans de privation des droits civiques. Qu'avait fait M. Froidevaux ? Il avait rapporté, dans le *Petit Jurassien*, qu'à un moment donné l'autorité militaire avait privé de leurs cartouches des soldats de la Suisse romande, lorsqu'il y avait danger de conflit avec une armée allemande, massée le long de la frontière suisse. Comparer le crime de M. Froidevaux avec la faute des colonels, c'est dire que M. Froidevaux a été jugé avec la dernière rigueur, tandis que les colonels ont été traités avec un excès de clémence. Le peuple appelle cela, dans son bon sens, deux poids et deux mesures. Il semble bien qu'on est en pleine incohérence et que le prestige de la justice militaire en a nécessairement souffert.

Une initiative populaire contre les tribunaux militaires aurait en ce moment beaucoup de chances de succès. La Suisse latine, avec les socialistes et les éléments démocratiques de la Suisse alémanique, formerait probablement une majorité compacte, qui coïnciderait presque totalement avec la majorité des éléments francophiles qui se trouvent en ce moment en Suisse. Car, à vrai dire, les éléments germanophiles, qui se disent bien la majorité, sont la minorité dans le peuple.

Nous sommes donc inquiets, en Suisse romande, parce que nous devons toujours craindre un mauvais coup de la part des éléments germanophiles, qui détiennent le pouvoir.

La Suisse romande se trouve, vis-à-vis de la Suisse alémanique, dans une curieuse situation. Chez nous, on dit loyalement et franchement ce que l'on pense ; on n'a pas peur d'afficher ses sympathies, ses ardeurs amicales pour la France et ses alliés. Les journaux de la Suisse alémanique ne cessent de nous reprocher amèrement notre prétendu manque de tact à ce sujet. Voici en substance ce qu'ils nous disent : « Vous, Suisses romands, vous blessez gravement la neutralité dans vos propos et dans votre presse, parce que vous affichez hautement, non seulement votre sympathie pour la France, mais encore votre haine contre l'Allemagne. Nous, Suisses alémaniques, nous crions beaucoup moins fort nos sympathies allemandes, et, qui plus est, nous n'avons aucune haine contre la France. »

Acceptons un moment le reproche, mais examinons-le de près. « Vous, Suisses alémaniques, vous n'avez aucune haine contre la France ; cela se comprend aisément. La France n'a pas violé de neutres, n'a pas déchiré de traités internationaux, observe strictement les conventions internationales sur la guerre. Elle laisse aux Allemands l'honneur du torpillage de la *Lusitania*, des gaz asphyxiants, des jets de liquides inflammables. Pourquoi détesteriez-vous la France ? Par quoi aurait-elle mérité votre haine ? On ne hait que le mal ! Vous nous reprochez de détester l'Allemagne ; nous en avons, hélas ! mille raisons, et des bonnes, et des meilleures. Ne comparez plus, de grâce, la France qui lutte pour la justice et le droit avec l'Allemagne qui fait la guerre d'une façon illégale et inhumaine, dans l'intention avouée d'arriver à dominer le monde. On peut détester l'Allemagne, mais je ne vois pas comment, à moins d'être allemand, on peut détester la France. »

« Vous nous dites ensuite que vous affichez moins de sympathie pour l'Allemagne, en Suisse alémanique, que nous n'en affichons pour la France dans la Suisse romande. Ceci est encore vrai, mais cela s'explique facilement. Comment ! vous oseriez crier vos sympathies pour les torpilleurs de la *Lusitania*, les auteurs du sac de Louvain, du bombardement de la cathédrale de Reims, pour les massacres de non-belligérants innocents, femmes et enfants ? Nous vous remercions vraiment de vous en abstenir ; nous ne saurions pas ce que nous serions capables de faire dans l'indignation que vous provoqueriez en tout Suisse honnête. »

« Nous comprenons très bien que vous ne vous solidarisez pas avec Bethmann-Hollweg, qui regarde les traités internationaux comme des chiffons de papier, qui justifie l'attaque de la Belgique à la tribune du Reichstag en proclamant : « Nécessité ne connaît pas de loi », autrement dit : « La fin justifie les moyens. » Si vous n'affichez pas vos sympathies pour ces hommes, c'est que vous sentez la faiblesse de votre position, qui n'est nullement comparable à la nôtre. Nous pouvons hautement affirmer nos sympathies parce qu'elles portent sur la France qui en est digne. L'Allemagne ne la mérite pas, pas même celle de M. Baumberger, le triste rédacteur des *Neu Zürcher Nachrichten*, l'inélegant et rampant valet de MM. Bachem et Erzberger. Il est à peu près le seul qui ait encore manqué de réserve et de discrétion dans ses sympathies. Aussi, comptez se partisans ; vous n'en trouverez guère ! Censuré par le Conseil fédéral, désavoué par ses confrères de la Suisse allemande, il n'en même pas large. Si vous vouliez tous faire comme lui, en Suisse alémanique, alors vous nous entendriez crier encore tout autrement. Vous ne le faites pas, parce que vous vous exposeriez trop en le faisant. Nous vous plaignons de ce que vous ne pouvez pas faire comme nous : donner libre cours à votre admiration enthousiaste ; mais, de grâce, nous n'y pouvons rien ; il faudra vous en prendre aux Allemands. *Quod licet Jovi, non licet bovi.* »

LA CRISE GRECQUE

Les milieux officiels grecs font preuve depuis quelque temps d'une nervosité et d'une hostilité à l'égard de l'Entente que nous ne saurions pas suffisamment les excuser par des embarras politiques, militaires et financiers où pataugent M. Skouloudis et ses collègues. Cet état d'esprit se traduit par des actes dont le moins qu'on en puisse dire c'est qu'il est grand temps qu'ils cessent.

Révolutions de fonctionnaires soupçonnés de sympathies pour les Alliés et pour M. Venizelos ; arrestations arbitraires de journalistes francophiles ; efforts systématiques de la police et des autorités placées sous les ordres directs du ministre de l'Intérieur, le germanophile Gounaris, pour entraver la surveillance exercée par l'Entente sur les espions germano-bulgares et le ravitaillement des sous-marins ennemis ; injures, calomnies, sarcasmes grossiers déversés chaque matin à pleines colonnes sur la politique et l'œuvre militaire des Alliés par la presse gouvernementale qui semble, elle aussi, passée à la solde du ministre d'Allemagne, rien ne manque au tableau. A l'incident d'Alexandrie, où l'on a pu voir ce scandale d'un tribunal consulaire grec condamnant sur une terre anglaise un Grec coupable d'avoir proclamé la clairvoyance et la probité de la politique de M. Venizelos et fait des vœux pour notre triomphe, vient de répondre le scandale pire de l'arrestation, au cœur même d'Athènes, en plein jour, d'un sujet britannique au service de l'attaché militaire de France...

C'est précisément ce moment que choisit le gouvernement grec, dont le membre le plus inquiet, sinon le plus recommandable, M. Gounaris, est le chef de file, d'avoir de nos calomniateurs et de nos ennemis les plus haineux, pour envoyer le prince Christophe faire à Paris, à Londres et à Pétersbourg un suprême appel à l'aide financière des Alliés... C'est, en effet, que les dernières ressources ont été épuisées que pouvaient procurer les expédients de trésorerie et les prêts usuraires consentis par les banques privées ou les sociétés industrielles et commerciales, que le marché américain a refusé de prêter un dollar, et qu'il va falloir faire banqueroute si l'Entente, si copieusement insultée et houlée depuis quatre mois, ne se laisse pas attendrir... L'industrie est arrêtée, le commerce est paralysé, la moitié des terres cultivables sont en friche, la vie est hors de prix.

En présence de cette situation, dont le gouvernement grec est le seul responsable et qui avait été prévue par M. Venizelos, il convient de ne pas prendre au tragique les injures et les attaques des policiers et de la presse salariée des germanophiles d'Athènes. Le temps a fait son œuvre, et rien ne peut plus, aujourd'hui, sauver le gouvernement de M. Skouloudis. Sans argent, sans crédit, sans amis, ne pouvant rien attendre ni des Austro-Allemands qu'il n'a pas eu le courage de servir jusqu'au bout et qui n'ont plus besoin de lui, ni de l'Entente qui l'ignore, ne pouvant s'appuyer sur une opinion nationale dont il n'est pas l'émancipation, il va à la dérive, impuissant et méprisé, vers la culbute.

Mais l'une des conditions, et la première à poser, à tout concours financier à donner à la Grèce, doit être précisément cette disparition des hommes responsables de la crise actuelle. Si les Alliés ont poussé la délicatesse et le respect de la souveraineté grecque, au moment du renvoi de M. Venizelos et de la majorité parlementaire qui soutenait sa politique d'intervention à nos côtés, jusqu'à ne pas user du droit que leur conféraient les traités d'exiger l'observation de la constitution grecque, l'occasion s'offre à eux de remettre aujourd'hui choses et gens à leur place.

Si l'Entente consent à sauver la Grèce, il faut que les millions qu'elle lui avance soient confiés à des mains sûres, que l'homme d'Etat qui avait la confiance du pays et celle des Alliés revienne au pouvoir, que le peuple grec soit appelé à décider librement de l'orientation de la politique extérieure du pays. J'ai quelques raisons de croire que ces conditions primordiales et absolues, le gouvernement grec ne les ignore pas et que ce grand homme d'Etat qui vient juste d'être renversé, ne peut pas ne pas les accepter. Le vin est amer, mais il faudra le boire.

Henri Pozzi

"L'Œuvre" Économique

Après la guerre

Il semble qu'en France et en Angleterre on commence à se préoccuper sérieusement des conditions dans lesquelles la bataille économique devra se livrer après la guerre ; une conférence va se tenir à Paris dans quelques jours, et certains groupements commerciaux et industriels ont déjà émis des vœux extrêmement intéressants sur les mesures que les gouvernements alliés auront à prendre au lendemain même de la signature de la paix.

En Allemagne, la question a déjà fait l'objet, indépendamment des initiatives des pouvoirs publics et municipaux, de nombreuses études et brochures. Aux projets de la Quadruple Entente mille critiques ont été adressées. On y discerne, sous le cliquetis des mots et la lourdeur des quolibets, une furieuse angoisse. Peut-être ne sera-t-il pas inutile de placer sous les yeux de nos lecteurs l'opinion d'hommes comme le prince de Isenburg, Wygodzinski et Max Schippel, qui font autorité en Allemagne au point de vue économique.

Deux courants, dès à présent, se heurtent en Allemagne : le courant protectionniste, d'essence bismarckienne, auquel la *Zukunft* de Maximilien Harden accorde naturellement son patronage, et le courant libre-échangiste.

Le prince de Isenburg est à la tête de ceux qui veulent définitivement remplacer par des produits nationaux, naturels ou artificiels, les matières premières pour lesquelles l'Allemagne est tributaire de l'étranger. Dans la *Zukunft* du 11 décembre, il arborait cette devise audacieuse : « Ce qui peut être produit dans le pays ne doit pas être tiré de l'étranger, même à meilleur marché. » Quant au baron de Zedlitz, moins absolu, il se contente de demander (*Der Tag* du 18 février) qu'on prépare la révision du tarif des douanes et il préconise le maintien du monopole de l'importation des céréales, innovation de guerre, pour défendre l'agriculture allemande contre la Russie et les Etats-Unis.

Par contre, la Chambre de Commerce de Hambourg, dans la *Kreuzzeitung* du 1^{er} janvier, appelle de tous ses vœux la liberté du commerce après la guerre, au nom de la classe pauvre et dans l'intérêt de la grande industrie, pour qui les rêves d'extension allemande dans les Balkans et en Asie seraient brisés par une muraille de tarifs et de prohibitions douanières.

A ce deuxième courant, s'associe la *Bremer Bürger Zeitung*, organe de la minorité socialiste allemande. Cette gazette exprime des vœux dont la modération n'est pas commune à la presse ennemie :

« L'adaptation de l'industrie pendant la guerre n'est pas le monopole de notre industrie. Toutes les nations belligérantes ont produit ce même effort dans ce même but, et, s'il y a eu des différences dans les résultats, elles tiennent aux degrés de développement qui variaient selon les industries. Mais la guerre aura eu cette utilité de fortifier certaines industries ennemies qui étaient assez insignifiantes en temps de paix. C'est ainsi qu'en Angleterre, un trust a été fondé, groupant toutes les usines chimiques existantes pour la production des explosifs et la fabrication des colorants à base de goudron. Les Russes ont appris aussi à extraire du pétrole, et les Etats-Unis

se sont mis à encourager l'industrie locale des couleurs. Dans le même sens agissent l'Italie et le Japon.

« Et cela nous donne la preuve que la guerre n'afranchira aucunement les peuples de la nécessité des échanges mondiaux. »

Une des illustrations économiques de l'Allemagne, le professeur Wygodzinski, dont le cours de Bonn est célèbre dans le monde entier, a entrepris, lui, de démontrer à ses compatriotes que les menaces des Alliés sont vaines et irréalisables. Mais on verra combien il trahit, dans son argumentation, ses vives appréhensions. L'article qu'il a publié dans le *Tag* du 2 février mérite, à ce point de vue, d'être sérieusement retenu.

Que les dispositions de l'Angleterre soient aussi hostiles à l'Allemagne dans la guerre commerciale que dans la guerre militaire, Wygodzinski n'en doute aucunement. Les déclarations de lord Roseberry à ce sujet lui paraissent formelles ; elles ne font que corroborer l'arrêt de la « *Supreme Court of Judicature* », qui, le 21 décembre dernier, proclamait que « supposer qu'un marché passé par une maison allemande avec une société anglaise puisse conserver sa valeur juridique, ce serait aller à l'encontre du but que poursuit le pays : paralyser le commerce ennemi ». De plus, la Chambre de Commerce de Londres a réclamé, avec des tarifs de faveur pour les Alliés et des avantages pour les neutres, le prélèvement de droits de port et de douane spéciaux contre les Etats avec lesquels l'Angleterre est actuellement en guerre.

Tout cela inquiète un peu le collaborateur du *Tag*. Il reconnaît, en effet, avec tristesse que la politique commerciale anglaise « a toujours été une politique de violence contre les concurrents », depuis l'Acte de Navigation de Cromwell jusqu'à la loi de 1897 sur le « *made in Germany* ». Quel coup si, après la guerre, les exportations allemandes allaient cesser tout à fait — ou même partiellement — avec la France, la Russie, l'Italie et le Japon ! Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter les yeux sur cette table de l'exportation allemande en 1913 :

Grande-Bretagne et Dominions britanniques...	1.860.000.000 de marks
Russie, France, Italie et Japon	2.238.000.000 —

Soit un total de 4 milliards 143 millions, auxquels il faut ajouter les exportations hollandaises et belges, dont la plus grande partie allait également à l'Angleterre.

Mais M. Wygodzinski se console aussitôt en pensant que l'Angleterre et ses amis ne pourront jamais produire, dans un temps rapproché, le chiffre colossal de denrées qu'ils demandaient hier encore à l'Allemagne. Et puis, même en admettant que cet effort surhumain soit possible, il y a la question de prix : l'Angleterre a l'habitude de vendre cher. Ses alliés consentiront-ils à acheter dans ces conditions, alors que l'Allemagne offrira des marchandises d'un bon marché exceptionnel et d'une qualité hors de pair ?

Un autre sujet de consolation et d'espoir pour M. Wygodzinski, c'est que les Alliés ne sont pas seulement des acheteurs, mais des vendeurs. En 1913, ils ont fait en Allemagne pour 4.420 millions de marks d'importation. Vont-ils, par un boycottage sévère, se priver de ce très gros débouché ? Vont-ils laisser à

l'Amérique le privilège de vendre tout ce qu'eux-mêmes ne voudraient plus livrer ? Il y a là, au point de vue financier, une question extrêmement grave, et dont les nations européennes ne pourront pas se désintéresser sous peine des plus grandes difficultés dans l'avenir.

L'article du *Tag*, en dépit de ses inexactitudes et de son optimisme apparent, peut nous servir. Dégagé de son orgueil « allemand » et de sa phraséologie, il fait apparaître assez nettement, pour l'avenir, les difficultés économiques qu'auront à vaincre les pays de l'Entente, et il suggère sans le vouloir les mesures nécessaires pour surmonter quelques-unes de ces difficultés.

Il conviendra d'abord de ne pas perdre une minute pour la reprise de notre activité économique.

Il faudra ensuite des clauses douanières appropriées et ne pas retomber dans les erreurs du traité de Francfort. Qu'on se rappelle la phrase du ministre Helfferich : « Un bon traité de commerce nous vaudra infiniment mieux qu'une indemnité de guerre. » Prenons garde...

Il faudra enfin, et surtout, dégager les puissances alliées, et plus spécialement la Russie, de l'obédience où les tenaient l'industrie et la finance allemandes. En Pologne, par exemple, dans la métallurgie, huit établissements sur neuf sont allemands. Les grandes usines d'électricité, toujours en Russie, sont allemandes ; l'importation de machines et articles de métal atteignait en 1913 la somme de 353 millions, soit un tiers de l'importation totale. Quant à la main-d'œuvre elle-même, elle était, avant la guerre, de 8 0/0 dans le gouvernement de Lodz, de 10 0/0 dans le gouvernement de Pétrow et de 30 0/0 à Sosnowice.

Max Schippel, dans les *Sozialistische Monatshefte*, écrivait :

« Comment l'Angleterre pourra-t-elle se faire accorder des avantages, alors que, pays de libre échange, elle n'a rien à offrir en compensation ? Au contraire, un regard sur la carte et sur les statistiques commerciales montre quelle grande différence il y a, en puissance vitale, en capacité de défense et d'attaque, entre une union douanière plus étroite des Etats du Centre de l'Europe, avec l'Allemagne et l'Autriche comme noyau de cristallisation, et un amalgame sans liens étroits et sans idées principales d'associés ayant des intérêts négatifs. »

Il s'agit de savoir si, justement, l'Angleterre n'est pas décidée à bouleverser sa politique économique. Or, tout indique — et le discours que le premier ministre australien, M. Hughes, a prononcé au Conseil impérial de commerce le confirme — que notre alliée a définitivement rompu avec le libre échange. Tous ses amis ne demandent qu'à la suivre dans cette voie : un peu de cohésion, et notre victoire sera absolue.

Cours d'autrefois

Quelques-uns de nos confrères reproduisent quotidiennement des extraits d'articles par eux publiés il y a une centaine d'années et qui leur paraissent des plus intéressants.

On ne s'est pas avisé jusqu'ici de reproduire les bulletins commerciaux de la même époque. Est-ce pour éviter d'attrister le public par des réflexions que pourraient lui suggérer les énormes différences entre les prix d'alors et ceux du jour ?

Le blé valait, à Paris, en décembre 1800, 20 francs l'hectolitre ; le pain, 0 fr. 35 les 2 kilos.

Le kilo de viande se payait : bœuf, 0 fr. 66 ; mouton, 0 fr. 64 ; porc, 0 fr. 71. Un poulet valait 0 fr. 55 ; le cent de harengs 6 francs et le cent d'huîtres 2 fr. 31. L'hectolitre de vin se vendait 24 fr. 50.

Toutes les autres denrées à l'avenant. Nos mercantis ont malheureusement changé tout cela.

Centimes additionnels

Ce délicieux euphémisme désigne les sommes fort coquettes — parfois des milliers de francs — qui viennent corser chaque année le principal de certaines contributions.

C'est ainsi que la feuille d'avertissement mentionne imprimé le chiffre de « centimes additionnels au principal de la patente ». N'imaginer pas que c'est cette somme infime qui s'additionnera à la patente. C'est à chaque franc de votre patente qu'elle viendra se joindre. Or, ces centimes dépassent généralement la centaine et chaque franc de patente est ainsi augmenté de plus d'un franc de « centimes », en sorte que le principal s'en trouve plus que doublé.

Mais il le faut bien, puisque l'Etat a besoin de tant d'argent. Ce qui est plus malaisé à saisir, c'est la complication extraordinaire imaginée par le fisc pour le calcul de ces centimes. Avez-vous observé leur montant pour l'année 1915, par exemple ? Il est exactement de 1 fr. 1931075. Vous lisez bien : un million neuf cent trente et un mille soixante-quinze à droite de la virgule. Ne serait-il pas plus facile pour le calcul de porter ce chiffre à 1 fr. 20 ? Que d'opérations on éviterait ainsi aux employés de nos finances et quel profit pour l'Etat ! Car chaque contribuable n'en arriverait pas à verser beaucoup plus et la multiplicité des contribuables donnerait un résultat appréciable pour le Trésor.

J'ai calculé, en remplissant une page de chiffres et en refaisant plusieurs fois des opérations variées, la différence entre les résultats que donneraient le chiffre 1,20 et celui de 1 fr. 1931075. Pour un principal de 5.000 francs, ce serait 6.000 francs de centimes additionnels, au lieu de 5.965 fr. 55, soit une différence en plus de 34,45, ce qui est peu pour un impôt de 11.000 francs. Pour 50 francs, la différence serait de 0,35. Vous pouvez retrouver les résultats intermédiaires.

Alors, pourquoi n'arrondit-on pas ? Evidemment, ce que j'avance est peut-être stupide et se heurte à des montagnes de principes sacro-saints. J'entends les sarcasmes des « gens du métier ». Je n'y connais rien et je suis un esprit simple. J'en conviens, et c'est ce qui sans doute m'a fait tant chérir la simplicité.

Bagues historiques

Après les bagues dans lesquelles on avait eu le mauvais goût d'incruster des fragments de vitraux de la cathédrale de Reims, voici qu'on lance dans le commerce des bagues de guerre également historiques (5).

Celles-ci sont fabriquées avec le bronze provenant des cloches de Nieuport et sont mises en vente dans une boutique de la rue d'Arcole. Pour les clients méfiant, la provenance du bronze est attestée par une pièce officielle. Ce certificat, de l'authenticité duquel nous n'avons pas de raisons de douter, est signé du bourgmestre de Coxyde, et il figure en bonne place dans la vitrine, au milieu des bagues.

L'autorité belge n'est certainement pas au courant de ce trafic.

L'« Œuvre » militaire

Le corps expéditionnaire D'ORIENT

La question des permissions tient encore plus à cœur aux poilus de notre armée d'Orient qu'à ceux de la Métropole, car l'éloignement de la mère-patrie rend l'absence des êtres chers plus douloureuse. Et des permissions, ils n'en sont pas gâtés, les pauvres ; ils les reçoivent au compte-gouttes... et c'est malheureusement forcé !

Les nécessités militaires n'ont pas permis à l'autorité de dépasser pour la totalité du corps expéditionnaire, le chiffre de permissions par semaine. Cela fait 75 hommes par division, c'est-à-dire, en comptant quatre régiments d'infanterie, les groupes de chasseurs et de zouaves, l'artillerie, le génie, les services de toutes sortes, une moyenne de 15 hommes par semaine pour l'effectif d'un régiment, ou, autrement dit, un homme par semaine et par compagnie ! Ce qui équivaut à avancer que, dans les conditions les plus favorisées, le premier tour de permission sera épuisé dans quatre ans !

Espérons que la paix aura libéré les poilus du C. E. O., comme les autres, auparavant !

Il est malheureusement difficile d'éviter ces lenteurs ; des raisons militaires impérieuses les justifient : on ne peut dégarnir un front sur lequel l'action peut se déclencher d'un jour à l'autre. Et de solution susceptible de donner à la fois satisfaction aux intéressés et au service, il n'en est guère !

Il était bon, toutefois, de signaler cette situation pour qu'on se rende compte ici que les soldats du corps expéditionnaire ont, eux aussi, leurs privations et leurs souffrances et que, hormis le ciel d'Orient, tout n'est pas précisément rose là-bas !

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

M. L., *Châteaudun*. — Cette circulaire n'existe pas. L'homme est hospitalisé dans la garnison dans laquelle il se trouve.

J. D. — L'octroi ou le refus de la demande dépendent du commandant du dépôt. Il était donc en droit de refuser cette demande.

Pierre B. 1913. — C'est la date de votre réforme n° 2 qui constitue le point de départ de votre réforme temporaire. Vous serez donc visité en juin prochain.

S. P. n° 29. — 1° Probablement oui ; 2° ministre de la guerre par la voie hiérarchique ; 3° service en mer, service en Orient, colonies.

S. B. G. 36. — Allocation journalière spéciale.

G. N. 1899. — 1° La réforme temporaire n'est jamais définitive. Elle est prononcée pour un an. 2° Votre réforme se terminera en février 1917. 3° Oui, si l'homme régulièrement convoqué ne se présente pas.

C. Arnaud Grasse. — Il vous été répondu : les pères de quatre enfants vivants n'ont d'autre droit que celui d'être versés dans la plus jeune classe de la territoriale.

J. B. M. P. — Pour postuler à ce grade, il faut appartenir au service armé.

K. R. Ivery. — Ce n'est pas un cas de réforme et cette personne aurait dû passer devant la commission de réforme dans le délai d'un mois après la promulgation de la loi du 17 août 1915.

S. B. 978. — Votre cas justifierait votre versement dans l'auxiliaire.

H. D. — L'autorité militaire est seule juge de l'opportunité de suspendre momentanément les permissions. Nous vous signalons que vous pouvez, en cas d'empêchement, vous marier par procuration.

Léo 74. — Vous êtes réformé pour un an. Vous repasserez 40 jours avant l'expiration de cette période.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE »
du jeudi 30 mars 1916

23

Les Mystères de Corneville

ou
L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS

DU DEUXIÈME BUREAU

IV

EN ROUTE POUR LE CAMP

— Que tu le veuilles ou que tu ne le veuilles pas, c'est le même prix ! Tu es Burgenstaub !

— Je ne demande pas mieux ! Ça m'arrange !

— Voyons, moule à gaufres ! Tu vends des bretelles, tu n'iras pas chercher ailleurs ce que tu peux avoir pour rien chez toi !

Il le rebutait, persuadé maintenant qu'il avait bien arrêté l'homme qu'il fallait, méprisable entre tous.

Il pensait :

— Le commandant Fontan s'a fichu dedans avec la photo ! On lui a colloqué une des figures d'acteurs qu'étaient sur

la cheminée du Boche, et c'était la bouillotte à Silvain... Il n'était pas possible, du reste, à un homme de se transformer aussi radicalement et d'une façon aussi nature !

De son côté M. Perrussel pensait : — Je finirais par m'amuser, si je ne sentais à quel point ma femme et mes filles doivent être embêtées !...

— Silôt, mon homme bouclé à Corneville, poursuivait Radingois dans son for intérieur, je prévins le sous-préfet, je remis le cap sur Paris, je causai avec le commandant Fontan et je vais poser quelques questions insidieuses à la demoiselle Hélène.

La saisie des bretelles cerise marquées Burgenstaub lui paraissait assez concluante, mais il voulait écorner sous l'accumulation des preuves celui qui persistait à nier qu'il fût Burgenstaub.

La chaleur était écrasante. Radingois et son prisonnier ne tardèrent pas à s'endormir. Le train traversait des plaines vertes où paissaient d'immenses troupeaux réquisitionnés. Aux passages à niveau, des foules normandes acclamaient les soldats qui ripostaient par des rugissements patriotiques. Radingois et M. Perrussel, réveillés, ouvraient un œil, puis s'assoupissaient de nouveau.

L'ancien négociant rêvassait, d'ailleurs, plus qu'il ne dormait. Une phrase de son gardien lui revenait, dans laquelle il le raillait d'avoir quitté la Suisse. Donc, Burgenstaub avait filé en Suisse, et la police l'en croyait revenu. Était-ce ce départ subit du Boche qui avait jeté Hélène dans cette crise de désespoir, au cours de laquelle elle avait fait appel à M. Perrussel ? Aimait-elle ce Boche

glabre ? Et lui, M. Perrussel, n'était-il donc, dès lors, qu'un pis-aller, une relation provisoire ? Il souffrait de penser que, sans la guerre, Hélène, continuant à réserver ses mardis à l'odieux marchand de cravates, n'eût peut-être jamais songé à tendre vers lui ses jolis bras blanches.

Il s'endormit et fit des rêves atroces, à peine interrompus par un changement de train : Burgenstaub revenait près d'Hélène qui le soustrayait jalousement aux investigations du deuxième bureau. Et M. Perrussel, arrêté à la place de Burgenstaub, sur sa propre dénonciation — détail éminemment ridicule — était interné six mois, garantissant ainsi au Boche la tranquille possession d'Hélène. Et ce, tandis que Radingois, ayant enfin percé son identité au secret si laborieusement défendu, allait déclarer à Mme Perrussel : « Madame, je crois bien que j'ai arrêté votre mari comme il sortait des bras de votre modiste !... »

Il se réveilla en sursaut. Des employés criaient :

— Corneville ! Corneville !

— Descendons ! ordonna Radingois.

Il faisait nuit noire, avec un vent qui balayait de gros nuages interceptant la lune et les étoiles. Nuit de tempête ! Nuit romantique qui s'adaptait à la situation psychologique furieusement tourmentée de M. Perrussel.

L'horloge de la gare marquait onze heures. L'agent dit à son prisonnier, d'un ton maussade :

— Le sous-préfet veut te voir. On ne va pas le déranger à cette heure-ci, tu penses... Ce sera pour demain !

— Le sous-préfet veut me voir ?

— Y paraît... Y sait peut-être des choses pas propres sur ton compte. Y veut t'interroger sur des choses que tu ne peux peut-être dire qu'à lui... Enfin, je te sais pas.

Mal réveillé, M. Perrussel eut l'impression que le cauchemar s'amplifiait. Il ne chercha même pas à comprendre. Il aurait voulu être chez lui, voilà tout. Le reste, il s'en fichait !

Il demanda :

— Où allons-nous ?

— A la prison !

— Je n'ai ni tué ni volé !

— T'as peut-être fait pire !

La conscience de M. Perrussel, déserteur tardif de la ligne droite, répondit, intérieurement :

— C'est vrai !...

Radingois demanda au gendarme de service à la gare le chemin de la maison de détention.

— Qui conduis-tu ? interrogea le gendarme.

— Un Boche qui revient de Suisse !... Qué pochette !... Il était là-bas bien tranquille...

— Ah ! c'est pour le camp ?

— Oui ! Mais le camp est sans doute loin de la ville ?... Dans un vieux château, que j'ai entendu dire...

— Six kilomètres...

— Je vas déposer le colis au violon, pour la nuit.

— Impossible ! On ne le prendra pas !... Tu te figures qu'une prison, c'est une consigne ? Il y a pour les indésirables et les suspects un dépôt spécial, un dépôt de triage où on les filtre par catégories. Mais ce dépôt est plein comme un œuf, rapport à ce qu'on

écume les routes... On ne s'en doutait pas, mais Corneville était un centre d'espionnage depuis longtemps... T'es sûr que ton Boche est bien un Boche ?

— Archi-sûr !... Il a d'abord nié... C'est péremptoire...

— Ah ! ils ont un culot ! Va donc directement au camp. Le dépôt l'y renverrait *illico presto*. Ça t'évite une course.

— De quel côté le camp ?

— Je vais te mettre en bonne voie. C'est sur la route de Mesnil-sur-Eure, le chef-lieu... Oh ! une belle route !

Entre le plaisant gendarme et l'agent de la Sûreté, M. Perrussel marcha, harassé, abruti, le cerveau vide. Le grand vent, rafraîchissant son front brûlant, seul adoucissait son calvaire dont personne ne le plaindrait jamais ! Lui-même aurait intérêt à ce que ses souffrances restassent secrètes. Et puis, cette atroce situation, notez-le, demeurait comique.

Ses yeux s'habituant à l'obscurité distinguèrent la route, plus blanche, entre les futaies plus sombres.

On traversa un bois. On passa sur plusieurs ponts. Des gazouilleries de ruisseaux montèrent jusqu'à eux. Puis, des prés s'étendirent de chaque côté de la route. On les devinait plus qu'on ne les distinguait, à l'odeur et aux beuglements du bétail qui paissait.

Entre deux nuages qui se poursuivaient dans le ciel, poussés par la bourrasque, la lune apparut soudain, répandant une clarté tragique. Elle illumina un décor wagnérien.

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

Après la Conférence

L'opinion publique en France est tellement habituée à ces commissions législatives et nationales qui se réunissent solennellement pour aborder l'étude de questions dont nul ne connaît jamais la solution, qu'elle a éprouvé hier une profonde surprise : après deux toutes petites journées de séances, la Conférence des Alliés venait de terminer ses travaux !

Pour certains de nos concitoyens, la surprise s'accompagnait même d'une légère déception. Etait-il admissible que les représentants des puissances alliées eussent pu, en des heures si courtes, envisager tous les graves problèmes qui leur étaient soumis et prendre les décisions nécessaires, sur le terrain militaire, diplomatique et économique ?

Pourquoi pas ? Il ne faut pas oublier que les hommes qui participaient à ce congrès, presque unique dans l'histoire, représentaient à la fois la pensée et l'acte, la compétence qui choisit et le pouvoir qui exécute. Ils n'avaient pas, comme dans tant d'autres conférences diplomatiques ou économiques, à examiner des propositions sur lesquelles se prononceraient ensuite leurs gouvernements respectifs. Presque tous présidents du Conseil ou ministres, ils devaient, en même temps, juger et agir. Et comme, par des rapports multiples et détaillés, ils connaissaient par avance toute la valeur des mesures à prendre et des conceptions à adopter, ils se sont déterminés sur-le-champ, sans palabres inutiles, sans discussions superflues.

Du reste, il suffirait, pour nous persuader de l'importance de cette grande réunion politique, de nous en rapporter à l'appréciation de la presse allemande.

Le Berliner Tageblatt estime qu'elle eût été dangereuse, cette jamaïque conférence, si elle avait eu lieu plus tôt. Le Lokal Anzeiger reconnaît que c'est un gros point pour les Alliés que les victoires allemandes les aient rendus confiants les uns envers les autres. Quant à la Gazette de Cologne, bien qu'elle affecte un ton badin qui lui sied mal, son appréhension se trahit par cette phrase trop désinvolte : « Nous attendons sans crainte le dernier trait qu'ils veulent nous décocher. »

Quand les journaux boches exaltent leur tranquillité d'âme, c'est qu'ils sont bien ennuyés et qu'ils redoutent quelque danger. Vive donc la Conférence des Alliés !

C. O.

EN PERSE

Clémence des Russes

La vigoureuse action militaire des Russes en Perse les a rendus maîtres de la vaste insurrection organisée par les Allemands. A un moment donné, ceux-ci ont pu croire au plein succès de leur entreprise : le shah était en fuite, la population terrorisée, la gendarmerie achetée et les Persans répondant en masse à l'appel des recruteurs allemands et turcs ; la Perse allait être gagnée à la cause germanique, mais ce rêve est fini.

Interventions des situations et les rôles ; supposons que ce soient les Russes qui aient soulevé le pays et les impériaux qui y rentrent vainqueurs ; quelle profusion de fusillades allemandes, d'égorgements turcs, de pendaisons autrichiennes ; quel épanouissement de la Kultur ! Les barbares de Russie se contentent, eux, de pardonner. Une dépêche laconique signale l'acte de clémence du grand-duc Nicolas : elle est simple et belle comme un des meilleurs traits de Sénèque.

Géheran, 28 mars. — Sur la demande du Shah, le grand-duc Nicolas, vice-roi du Caucase, a ordonné la mise en liberté des Persans faits prisonniers par les Russes dans les combats engagés contre eux.

Le Shah a assuré le vice-roi que ces Persans n'ont jamais été que le jouet des agents provocateurs allemands et turcs et il a répondu de leur bonne conduite dans l'avenir.

Communiqués anglais

Front occidental

Londres, 29 mars. — Malgré une très violente canonnade allemande la nuit passée, canonnade qui fut aujourd'hui intermittente, notre infanterie s'est maintenue sur le terrain conquis hier par elle à Saint-Eloi. Notre artillerie a riposté avec grand effet.

Nos prisonniers s'élèvent maintenant à deux cents, dont cinq officiers.

Les canons et les mortiers allemands ont manifesté de l'activité contre les positions entre Loos et Hulluch et devant Aix-Noulette.

Nous avons riposté en bombardant les positions allemandes.

L'action sur le littoral allemand

Londres, 28 mars. — Officiel. — Tous les navires qui ont participé aux opérations du 26 mars, sur le littoral allemand, sont rentrés, sauf le contre-torpilleur Médusa, lequel a coulé après le transbordement de tout son personnel à bord du contre-torpilleur Lassoo.

Le transbordement s'est effectué sans perte, bien que la mer fût démontée.

Les aéronefs allemands qui ont attaqué nos contre-torpilleurs en train de combattre les patrouilleurs allemands ne leur ont causé aucune avarie.

Nous avons recueilli des chalutiers allemands coulés quatre hommes du Otto Rudolf et seize du Braunschweig.

Samedi soir, 25 mars, nos croiseurs légers ont rencontré la division de contre-torpilleurs allemands dont un a été éperonné et coulé par le croiseur Cleopatra, sans qu'aucun marin pût être sauvé.

Des avions ennemis bombardent Salonique

QUATRE SONT ABATTUS

Salonique, 27 mars. (Retardée en transmission.) — Ce matin, à cinq heures, une escadrille d'une dizaine d'aéroplanes germano-bulgares a survolé Salonique et a jeté sur la ville une cinquantaine de bombes qui ont détruit quelques maisons particulières. Une quinzaine de personnes ont été tuées et une vingtaine blessées.

Vigoureusement canonnés par les canons de terre et de mer, les aéroplanes ennemis ont pris la fuite, mais deux d'entre eux, atteints par nos projectiles, ont été abattus.

L'escadrille allemande était accompagnée d'un zeppelin qui fut contraint de rebrousser chemin avant d'avoir atteint son but.

La population est profondément indignée contre ce nouvel acte de barbarie allemande. Les premières explosions des bombes allemandes ont retenti à cinq heures du matin, réveillant en sursaut toute la population. On entendait distinctement le roulement des moteurs, mais il était impossible de rien apercevoir dans le ciel.

Cependant les projecteurs ayant enfin découvert un albatros, les canons de défense aérienne ouvrirent sur lui un feu nourri et, à mesure que d'autres silhouettes d'appareils allemands se montraient, elles étaient aussitôt canonnées. Une vingtaine de bombes tombèrent en ville, manquant les points stratégiques contre lesquels elles étaient lancées. Les autres bombes furent jetées au hasard sur des habitations particulières, tuant ou blessant uniquement des civils.

Une bombe est tombée en face de la maison du général Moschopoulos.

Nos aviateurs abattent deux appareils ennemis

Des avions français, ayant pris en chasse l'escadrille allemande qui venait de bombarder Salonique, réussirent à abattre deux aéroplanes allemands dont un tomba dans le lac Amalovo et le second dans les lignes françaises. Les pilotes ont été tués. Quelques heures plus tard, les avions français abattirent encore, vers midi, deux autres appareils allemands dont les pilotes ont péri également.

Un des avions abattus sera exposé demain à Salonique.

Une dépêche du maire de Salonique au roi Constantin

Le maire de Salonique a adressé au roi Constantin la dépêche suivante :

Je prends la très respectueuse liberté de porter à votre connaissance qu'une nouvelle invasion d'aéroplanes allemands a semé ce matin, parmi la population paisible de Salonique, le deuil le plus cruel et la consternation.

En ma qualité de maire et d'humble sujet de Votre Majesté, je me joins à toute la population paisible de Salonique si éprouvée et j'ose respectueusement solliciter de Votre Majesté qu'elle mette cette population à l'abri de nouvelles épreuves.

D'imposantes funérailles ont été faites

aujourd'hui aux malheureuses victimes de l'incursion des aéroplanes allemands. Une foule énorme suivait les convois funèbres qui étaient précédés de musiques et d'une dizaine de couronnes. Les présidents des corporations et les représentants de la presse qui criaient : « A bas les barbares ! A bas les criminels ! » suivaient le cortège.

Le gouvernement a protesté auprès des puissances centrales contre le bombardement de Salonique par leurs aéroplanes.

A la Chambre, M. Skouloudis a déclaré que les victimes du bombardement étaient nombreuses, mais il a démenti que Salonique fût en flammes.

De nombreux députés ont voulu engager une discussion au sujet de l'Épire et de Salonique, mais M. Skouloudis a déclaré qu'il considérait toute discussion sur la politique extérieure comme inopportune et que le gouvernement ne pouvait pas y prendre part.

Il y a 16 morts et 20 blessés

Athènes, 28 mars. — Dans les milieux officiels, on dit que les victimes des avions allemands à Salonique sont au nombre de 16 tués et 20 blessés. Ce sont généralement des Grecs et des Juifs.

Le Neo Asly, qui est souvent inspiré par M. Gounaris, écrit :

« Nous ne cachons pas l'indignation que cause parmi tous les Grecs le raid allemand. Nous sommes tout disposés à le qualifier comme une démonstration maladroite, meurtrière et de nature à faire naître parmi nous un vif mécontentement contre ceux dont nous n'avions pas eu à nous plaindre jusqu'ici. »

Le Neo Imera écrit :

« Les Allemands déclarent que ce qui arrive n'est pas de leur faute. Quoi qu'il en soit, les Allemands ne doivent pas oublier qu'il s'agit d'un intérêt vital pour eux de ne pas, sans une nécessité absolue, s'aliéner les sympathies du peuple grec qui, au contraire, a besoin d'être renforcées. »

Les associations et corporations d'Athènes ont télégraphié à celles de Salonique l'horreur qu'elles éprouvaient pour le bombardement de Salonique. Elles le qualifient de véritable assassinat.

Les mêmes associations publient une note de protestation rappelant aux auteurs du bombardement le droit à la vie des Hellènes de Salonique, ville grecque.

La Nea Hellas demande que toutes les églises de l'ancienne et de la nouvelle Grèce célèbrent dimanche prochain un service à la mémoire des victimes.

Suivant le même journal, le gouvernement hellénique a protesté auprès du ministre de Bulgarie contre le bombardement des villages grecs par les Bulgares.

Le Patris apprend que les consuls d'Espagne, d'Amérique et de Roumanie à Salonique ont demandé à leurs gouvernements respectifs l'autorisation de quitter la ville avec leurs ressortissants pour cause d'insécurité de séjour.

Raid de zeppelins sur l'Angleterre

Ils vinrent, virent et s'enfuirent

Londres, 29 mars. — Pour la première fois, mention de l'échec d'une tentative d'attaque des zeppelins contre le littoral oriental britannique a été faite, hier, à la Chambre des Communes, par un député qui a demandé si les aéroplanes britanniques n'avaient pas, le 19 mars, chassé les zeppelins.

Le sous-secrétaire d'Etat, M. Tennant, a répondu : « Effectivement, le 19 mars, des zeppelins furent signalés en vue de la côte ; certaines mesures furent prises ; des aéroplanes partirent ; c'est tout ce qu'il est désirable de dire. »

M. Tennant a ajouté que l'espoir de parer au danger des zeppelins est plus assuré aujourd'hui qu'il ne le fut jamais.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Les États-Unis instrumentent avec patience et méthode

Washington, 28 mars. — M. Lansing fait connaître qu'il a chargé l'ambassadeur des États-Unis à Berlin de s'enquérir auprès du gouvernement allemand, pour savoir si c'est un sous-marin allemand qui a torpillé le Sussex.

Washington, 29 mars. — Le gouvernement des États-Unis a chargé son ambassadeur à Berlin de s'enquérir auprès du gouvernement allemand du point de savoir si l'Englishman a été torpillé par un sous-marin allemand.

Accident de chemin de fer EN AMÉRIQUE

Cleveland (Ohio), 29 mars. — Deux trains de voyageurs sont entrés en collision ce matin de bonne heure par suite du brouillard, à 37 milles à l'ouest de Cleveland.

Un troisième train s'est engagé sur les débris des deux premiers.

Dix-sept morts et 25 blessés ont été retirés jusqu'ici des décombres.

Les idées qui passent...

La Conférence

Toute la presse, d'un élan unanime, applaudit aux travaux de la Conférence, qui ont ce double mérite d'avoir été brefs et d'être d'une fermeté réaliste. M. Albert Milhaud (Rappel) résume excellemment l'impression générale :

L'intérêt actuel de la grande consultation du quai d'Orsay c'est qu'elle est de nature à jeter le désarroi dans tous les projets de l'adversaire et qu'elle doit lui causer autant d'inquiétude qu'elle nous donne d'espoir.

Les caprices de l'heure

Une aimable fantaisie, brochée sur le projet Honnorat, nous vient du Journal des Débats :

Par économie, pour réduire les dépenses d'électricité, de gaz, de pétrole et ne laisser rien perdre de la lumière gratuite que nous verse le jour, M. Honnorat demande à la Chambre d'avancer l'heure légale de 60 minutes. Sa proposition est agréée d'avance. Le Parlement ne voudra pas manquer cette occasion unique de montrer qu'il est le maître de l'heure comme de tout. Plus puissant que Jésus, qui arrêta le soleil quand il ne marchait pas, d'un simple coup de pouce donné aux horloges publiques, il va précipiter la marche de cet astre immobile. Beau sujet de sculpture ; la Représentation nationale victorieuse du Temps.

Les vilains métiers

Du Petit Var (de Toulon), sous cette signature romantique, « Gwynplaine » :

Qui dira les mille petits métiers pas propres de la guerre, comme poussent dans certains cloaques de hideux et mortels cryptogames ? Il en est des centaines où de louches individus se livrent à d'inquiétants trafics que n'atteindra nulle taxe sur les bénéfices de guerre, encore qu'ils exercent tout souvent avec la complicité coupable de fonctionnaires plus inconscients qu'intéressés.

Vous avez vu l'histoire de cette « dame » faisant par circulaire ses offres de service pour faire obtenir au propriétaire d'une auto réquisitionnée un supplément sur le prix de sa voiture grâce à ses démarches et à ses relations.

Notre confrère l'Œuvre avait dénoncé ce trafic au début de février dernier ; cette publicité ne semble pas avoir gêné la dame, au contraire, et elle paraît réaliser de sérieux bénéfices, rien que par le pourcentage qui lui est alloué sur les suppléments accordés en suite de ses démarches.

Il y a donc, dans l'administration, des individus qui renseignent cette personne sur les propriétaires d'automobiles réquisitionnées et d'autres, sans doute, qui lui facilitent les moyens de faire aboutir les réclamations qu'elle a suscitées !

Comme cette dame continue son petit commerce, l'Œuvre revient à la charge, met les poirs sur les t, cite le nom et l'adresse et demande que le scandale cesse.

La tombe d'un soldat inconnu

M. Jean Hennessy (Information) nous décrit, en une page d'une émouvante sobriété, la tombe d'un soldat inconnu, qu'il a vue près de Nancy, derrière la ferme de Leumont, sur un tertre. Un simple soldat y repose :

Quelques morceaux de drap et de cuir, sans numéro de régiment, sans matricule, débris décolorés du képi d'un troupière, l'indiquent. Mais qui dira jamais son nom ? Un seul mot s'écrit sur le travers de la croix où il devrait figurer : « Inconnu. »

Sublime beauté que cette tombe d'inconnu et un tel emplacement, au centre même du champ de bataille, sur le point culminant du sommet, d'où, en deçà des lointains horizons, se découvrait toute l'action. L'orgueil de Chateaubriand choisit pour dresser son tombeau une roche isolée devant la mer ; il la voulut ; la tombe du troupière sans nom s'est placée d'elle-même là où tous les regards convergent. Sublime beauté !

La lecture d'un nom m'eût moins troublé : le héros aurait appartenu à ceux qui le chérissaient, aux larmes d'une mère, à la passion d'une femme ; celui-ci n'appartenait comme il appartenait à la France tout entière. Fils inconnu de la France, il symbolise la race.

Sur quelle partie de la terre nationale est-il né ? D'où est-il venu ? Quelles furent sa vie, ses pensées ? Pour qui battait son cœur ? Fut-il paysan, artisan, savant ou artiste ?

L'enfant

Le professeur Pinard est une autorité en matière de puériculture. Aussi devons-nous nous réjouir quand il écrit (Journal) :

Jamais on ne vit à Paris autant d'enfants aussi beaux qu'aujourd'hui, et cela parce que jamais ils n'ont été autant protégés.

A l'heure où les jeunes pères se font tuer, il est important que décroisse la mortalité des enfants. Mais de nouveaux efforts sont nécessaires :

Il faut que les mères se montrent aussi vaillantes dans l'accomplissement de leur devoir maternel que les pères qui luttent et tombent héroïquement au front.

Il faut que tout enfant soit protégé avant sa naissance et dès que son existence est révélée, aussi bien qu'après sa naissance.

Il faut que l'État, directement ou indirectement, donne à toute mère nécessiteuse le moyen d'élever son enfant près d'elle au moins pendant la première année.

L'assistance à laquelle elles ont droit aujourd'hui est absolument insuffisante.

L'avenir de notre pays dépend des mesures qui seront prises, et ces mesures sont urgentes, car, malgré une puériculture intensive, les enfants ne se fabriquent et ne conservent pas comme des munitions.

Portugal et Allemagne

D'un article de M. Jean Finot (Revue) sur l'entrée en guerre du nouvel ennemi de l'Allemagne :

Si l'Allemagne n'a pas réussi avant la guerre à anéantir le Portugal, la faute ne lui en incombe point. L'avenir de la Lusitanie est dans ses colonies, dont plusieurs, florissantes et puissantes, lui assurent une renaissance et forces et une prospérité entrevues depuis longtemps et jamais réalisées. Lorsqu'on pense à leur valeur intrinsèque, on comprend aisément que l'Allemagne ne se résignera jamais à les abandonner à leur propriétaire légitime. Con vaincue qu'elle en a besoin, elle n'y renoncera point, tant que la force sera de son côté.

Entre le Portugal et l'Allemagne il y a donc un duel à mort. Si la Germanie sortait victorieuse de cette guerre, l'indépendance du Portugal serait compromise à tout jamais. La République lusitanienne, agissant sous l'influence des motifs moraux, a donc agi à la fois au profit de ses intérêts immédiats.

LES SPECTACLES

Cet après-midi :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — La Fille de Roland. OPERA-COMIQUE. — 1 h. 30. — Paillasse ; Lakmé. ODEON. — 1 h. 30. — Ciana ; Le Légataire Universel. TRIANON-LYRIQUE. — 2 h. 15. — Mam'zelle Nitouche. THEATRE Sarah-Bernhardt. — Vaudeville, Porte-Saint-Martin, Variétés, Réjane, Palais-Royal, Renaissance, Théâtre Antoine, Gaité, Châtelet, Capucines, Cluny, Déjazet, Grand-Guignol, Folies-Bergère, mêmes spectacles que le soir.

Le soir :

THEATRE MICHEL. — 8 h. 30. première représentation de L'Avion 233, sketch de M. Michel Carré, avec Orléa ; Une Petite Femme Forte, comédie de MM. A. Germain et R. Tébou, avec Diéterle et Madeleine Fama. On commencera par Le Petit Intérieur, à 8 h. 30 très précises. COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Les Brebis de Panurge ; La Mégère Approuvée. ODEON. — 7 h. 45. — Colombine. OPERA-COMIQUE. — Relâche. VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Maciste. TR. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. — La Tour de Nesles. GAITÉ. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari. PALAIS-ROYAL. — Relâche. GYMNASSE. — Relâche. VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon. PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La Femme Nue. TR. REJANE. — 8 h. 30. — Alsace. THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono. ATHENES. — Relâche. RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces. CHATELET. — Relâche. NOUVEAU-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur. APOLLO. — 8 h. 15. — Mame Boniface. MICHEL. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Les Mousquetaires au Couvent. FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 30. — A la Parisienne ! OLYMPIA. — 8 h. 30. — Spectacle varié. CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Drames du Palais Borghese. ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions. CLUNY. — 8 h. 45. — Le Fils sursaturé. CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquets, revu. DÉJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie. GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'Amour ; Le Masque ; La Lanterne. SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleus ! GAITÉ-ROCHECHOUART. — Non ? Si... (revue). ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crève. BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie. EUROPEEN. — 8 h. 30. — La Palate. LA PIE QUI CHANTE, TH. DES DEUX-MASQUES, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions. OMNIA-PATHÉ. — Spectacle varié de 2 à 11 h. ARTISTIC-CINEMA PATHÉ. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 9 h. 30.

BANQUE

DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Assemblée générale ordinaire du 15 mars 1916

Du rapport présenté par le conseil d'administration il résulte que le bilan au 31 décembre 1915 présente de très importantes différences par comparaison avec le bilan du 31 décembre 1914.

AU PASSIF, les chapitres qui concernent les engagements de la Banque envers les tiers offrent une réduction totale de 146.958.508 fr. 35 c.

Les effets à payer, dont le montant pour le siège social s'élevait, au 31 décembre 1914, à 43.606.308 fr. 73 c., ont été entièrement soldés. Le chiffre de 3.694.329 fr. 70 c. qui figure actuellement au même compte concerne les effets récemment créés en exécution de crédits ouverts à des clients.

D'autre part, le solde des comptes courants créditeurs n'est plus que de 109.906.428 fr. 51 c. au lieu de 231.127.263 fr. 96 c., présentant la très forte réduction de 121.220.835 fr. 45 c. par suite de remboursements effectués.

Le compte de profits et pertes pour l'exercice 1915 se solde par un crédit de 5.254.442 fr. 64 c., qui représente la différence entre les produits des opérations de Banque courantes réalisées pendant l'exercice et les dépenses corrélatives, ainsi que les frais généraux et charges de toute nature.

Les résolutions suivantes ont été votées par l'assemblée :

Première résolution

L'assemblée générale approuve, dans toutes leurs parties, le rapport et les comptes de l'exercice 1915, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration, et fixe à 25 francs par action le montant du dividende pour cet exercice. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1er avril prochain, sous déduction des impôts établis par les lois de finances.

Deuxième résolution

L'assemblée générale réélit M. Griotet administrateur.

Troisième résolution

L'assemblée générale élit M. Teyssier censeur.

Quatrième résolution

L'assemblée générale nomme MM. R. Sautter et comte de Lysol commissaires des comptes, chargés de faire un rapport à la prochaine assemblée générale ordinaire sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs pour l'exercice 1916 avec faculté pour chacun des commissaires d'accomplir seul le mandat qui leur est confié en cas d'empêchement de son collègue pour une cause quelconque, et fixe à 2.000 fr. pour chacun d'eux l'indemnité annuelle du ou des commissaires.

Le gérant : ANTOINE KLEYENBERG.

Imprimerie WELHOFF et ROGEE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

Uretrites
PAGEOL
Guérit vite et radicalement
SUPPRIME TOUTE DOULEUR
Etabl. CHATELAIN, 2, R. de Valenciennes, Paris.

Les Etablissements
Jamet-Buffereau sont les
mieux organisés pour vous
apprendre chez vous ou sur
place : Comptabilité, Sténo, etc.
Paris, 96, R. Rivoli. — HOMMES ET DAMES.
NANCY, 20, Faub. S'-Jean. BORDEAUX, 67, Cours Pasteur.

LE PLUS EXQUIS
DES DÉJEUNERS DU MATIN
BANANIA
UN MODÈLE À COUPEVOIE À TOUTES SAISONS